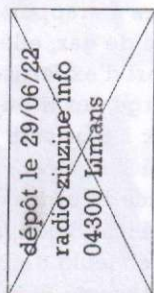


Mesdames, Messieurs,  
Association CRAS  
39 rue Gamelin  
F-31100 TOULOUSE  
France



FORCALQUIER

**P4**

LA POSTE  
DISPENSE DE TIMBRAGE



**RADIO ZINZINE  
INFO**

## **L'IRE des chânaies**

**N°917 - 29 juin 2022**

### **Une condamnation ubuesque**

Acquittée quatre fois, Pinar Selek, sociologue, enseignante-chercheuse à l'université Côte d'Azur de 50 ans, vient d'être à nouveau condamnée à perpétuité par la cour suprême de Turquie, pour le pseudo attentat où il a pourtant été démontré depuis 24 ans qu'il s'agissait d'une explosion de gaz, survenue sur le marché aux épices d'Istanbul, et qui avait fait sept morts et 121 blessés.

Placée en détention préventive en 1998, torturée, condamnée à la prison à vie, elle a été libérée en 2000 après 36 mois d'emprisonnement. Elle a toujours refusé de donner à la police les noms des combattant.es kurdes qu'elle avait rencontrés dans le cadre de ses recherches sur la question kurde. La Cour de cassation a invalidé les décisions d'acquiescement à plusieurs re-

prises, le refus de "coopérer" de Pinar Selek étant total, et le procès ubuesque a fait l'objet d'un perpétuel recommencement depuis, au fil des changements de juges. Elle a même fait l'objet d'un mandat d'arrêt d'Interpol en 2014.

La justice lui reprochait aussi d'être membre du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) et d'avoir préparé et posé une bombe, ce que la militante antimilitariste et pacifiste a toujours nié. Remise en liberté en 2003 après un rapport d'expertise attribuant l'explosion à une fuite de gaz, elle vit désormais en France. Sur la foi de ce rapport d'expertise et de la rétractation du principal témoin à charge, les tribunaux turcs avaient donc acquitté Pinar Selek à plusieurs reprises. Cette fois c'est la Cour suprême qui s'en mêle.

L'appel devant la Cour suprême qui a remis à l'ordre du jour cette condamnation ne concernait que Pinar Selek, et aucun des autres acquittés dans cette affaire vieille de 24 ans. Voici ce que Pinar en dit elle-même, dans une déclaration, concernant le jugement de condamnation à perpétuité, qu'elle réfute:

*«Tout est possible sauf ma condamnation à nouveau. Ce jugement n'est pas seulement injuste et insensé mais de plus inhumain dans la mesure où dans le dossier, il y a de nombreux rapports d'expertise qui établissent qu'il s'agissait d'une explosion due à une fuite de gaz, où l'on n'a pas pris une seule fois ma déposition sur cette question, on ne m'a pas posé une seule question sur ce sujet. Le procès avait été lancé s'appuyant uniquement sur la déposition d'Abdülmecit O. qui avait déclaré que nous avions agi ensemble, qui, par la suite, a renié sa déposition au tribunal car elle avait été extorquée sous la torture. Cette personne a été acquittée avec moi et son acquittement fut définitif et l'appel est demandé uniquement pour mon acquittement. Ce jugement n'a donc rien à voir avec le Droit. Comme les motifs du jugement ne sont pas encore publiés, je ne peux pas commenter davantage.»*

De cette décision vont découler d'autres procès en cascade dont les procédures sont déjà ouvertes, qui concerneront des demandes d'indemnisation des victimes du pseudo attentat. Un acharnement financier à suivre...

L'injustice est en roue libre en Turquie. Chaque juge veut justifier de son allégeance au régime. L'ancien coprésident du HDP Selahattin Demirtaş, qui est détenu à la prison de type F d'Edirne depuis cinq ans, le décrivait très bien dans une récente lettre ouverte. Les forces armées sur le pied de guerre depuis la déclaration du président turc disant qu'il préparait une nouvelle prise de territoire au Nord Syrie, et toujours en "opérations spéciales" dans la zone frontalière irakienne, maintiennent le sujet "kurde" à l'affiche de leur côté. Les arrestations de journalistes ont repris, et la chasse aux "terroristes" offre des images d'arrestations dignes de celles des années 90. A part cela, la Turquie s'enfonce dans la crise inflationniste.

Le régime, qui tente de s'imposer à l'international en profitant de la guerre en Ukraine, durcit toujours sa répression contre le mouvement kurde. Ce énième sursaut d'une injustice aux ordres en est une illustration grotesque.

Publié par Kedistan <[www.kedistan.net](http://www.kedistan.net)> le 22 Juin 2022.

## Massacre à Melilla

**Un nouveau charnier aux barrières-frontières de Melilla: les massacres racistes et l'impunité doivent cesser aux frontières maroco-espagnoles!**

Le 22 juin 2022, la Commission européenne se félicitait des progrès réalisés autour du Pacte sur l'asile et la migration, nouvel instrument sécuritaire, et les États membres de l'Union européenne (UE) se mettaient d'accord sur l'importance des camps et du tri expéditif à toutes les frontières. Deux jours plus tard, un nouveau massacre raciste, d'une ampleur sans précédent, a eu lieu à la frontière maroco-espagnole, une étape supplémentaire dans la guerre aux migrant@e@s menée depuis des décennies par l'UE, ses États membres et ses partenaires.

Le 24 juin 2022, alors que des ressortissant@e@s d'Afrique centrale, de l'Ouest et de l'Est ont tenté de franchir les barrières de l'enclave espagnole de Melilla, la brutalité des garde-frontières espagnols et marocains a provoqué la mort d'au moins 27 personnes et plus de 300 blessés (Le nombre exact de personnes décédées n'est pas encore connu au moment de la rédaction de ce communiqué). Ce massacre incarne de façon paroxystique la guerre aux migrant@e@s racisé@e@s noir@e@s menée depuis les années 1990 aux frontières maroco-espagnoles, et témoigne une nouvelle fois du permis de tuer donné à la Guardia civil espagnole et aux forces auxiliaires marocaines, pour «défendre» les frontières espagnole et européenne.

Cet énième épisode met également en évidence un processus continu de brutalisation des frontières. Des attaques de plus en plus directes et spectaculaires perpétrées sur le territoire de l'UE ou à ses portes deviennent de plus en plus fréquentes (Turquie/Grèce mars 2020, Maroc/Espagne mai 2021, Biélorussie/Pologne août 2021, mais aussi Balkans, Libye...), entraînant un risque de banalisation et de légitimation de ces pratiques.

Les images et vidéos réalisées sur place par l'Association Marocaine des Droits Humains – Section Nador, insoutenablement, documentent, une fois encore, les massacres racistes perpétrés à cette frontière, orchestrés par les autorités espagnoles et marocaines, avec le soutien de l'Union européenne, en toute impunité, depuis des décennies. La violence physique et symbolique déployée est inouïe. Le traitement des corps des personnes décédées en dit long sur le processus de déshumanisation à l'œuvre à cette frontière.

Grâce au travail inlassable des associations de défense des droits des deux côtés de la frontière, des éléments précis ont été documentés concernant les événements ayant mené à ce massacre:

Vendredi 24 juin, près de 2000 personnes – d'après les autorités espagnoles – se seraient rapprochées du périmètre frontalier de Melilla (zone de Barrio Chino). Parmi elles, 500 auraient tenté de franchir les barrières frontalières de l'enclave. 133 personnes, principalement des hommes de nationalité soudanaise et tchadienne, sont parvenues à entrer dans Melilla.

Des deux côtés de la frontière, la réaction des forces de l'ordre a été d'une extrême violence. Selon les associations espagnoles, les agents de la Guardia civil ont tiré des fumi-gènes contre les personnes qui se trouvaient sur les barrières, provoquant le chaos, leur mise en danger immédiate et possiblement des chutes.

La section de Nador de l'Association marocaine des droits humains (AMDH) fait état quant à elle de la répression physique (coups, usage de matraque) à la barrière-front



côté marocain d'un amoncellement de corps, mêlant personnes vivantes – mais pour beaucoup gravement blessées – et cadavres. D'après l'AMDH, le mode d'intervention des forces de l'ordre marocaines et le défaut d'assistance des personnes en situation de grand danger, auraient alourdi le macabre bilan. D'après l'AMDH, côté marocain, des ambulances auraient mis plus de 9 heures pour venir secourir les rescapés du charnier. Côté espagnol, les secours auraient également mis du temps à se mobiliser.

L'AMDH a indiqué que 27 cadavres se trouvaient à la morgue de la ville frontalière marocaine de Nador, mais que le nombre total de personnes décédées est certainement plus élevé. Deux policiers marocains auraient également perdu la vie ce jour-là. Seule la réalisation d'une autopsie des corps, et d'enquêtes des deux côtés de la frontière permettront d'éclaircir les faits et d'imputer des responsabilités.

Les organisations de défense des droits humains marocaines rappellent en outre la multiplication des arrestations, du ratissage des campements, et des déplacements forcés d'exilé·e·s, en particulier ces dernières semaines. Elles font un lien direct entre ce renforcement de la répression et la reprise de la coopération en matière de sécurité entre l'Espagne et le Maroc en mars 2022, après une crise diplomatique entre les deux pays. Les associations témoignent du harcèlement et des formes de violence systématique subis par les personnes en migration dans la région de Nador depuis des années: privation «de l'accès aux médicaments, [...] aux soins, [...] campements brûlés et, [...] biens spoliés, [...] maigres denrées alimentaires détruites et même le peu d'eau potable qui est à leur disposition dans les campements, [...] est confisqué»<sup>1</sup>.

Lors d'une conférence de presse le 25 juin 2022, le Premier ministre espagnol socialiste Pedro Sanchez a légitimé les agissements ayant mené à ce massacre, participant au processus de normalisation de ces violences frontalières. Il a ainsi félicité les forces armées et le gouvernement marocain pour le «travail réalisé à la frontière» et la mise en échec de la tentative de franchissement de la barrière-frontière.

Au-delà, le silence général – tant dans les médias que de la part des représentants politiques – face à l'horreur des images et de la situation à Melilla témoigne du cynisme des autorités européennes, prêtes à tous les renoncements plutôt que de remettre en question le régime migratoire actuel, sécuritaire et criminel.

Car la responsabilité du massacre de Melilla n'incombe pas qu'à l'Espagne et au Maroc. En voulant entretenir l'illusion d'une compatibilité entre les politiques d'immigration menées depuis des décennies par l'UE et le respect des droits humains, c'est l'ensemble des dirigeant·e·s des États membres et des institutions européennes qui sont coupables. Coupables d'entretenir un régime migratoire qui ne peut que produire cette violence raciste aux frontières. Loin des barrières-frontières de Melilla, le choix de Bruxelles et des capitales européennes d'exclure la grande majorité des ressortissant·e·s africain·e·s de la possibilité d'entrer régulièrement sur le territoire européen<sup>2</sup> crée les conditions structurelles de ce type de drame qui se ré-



pète depuis plus de 20 ans. Le contraste observé avec l'accueil réservé depuis mars 2022 aux personnes fuyant l'Ukraine illustre encore davantage le caractère raciste de ces drames.

Par ailleurs, les déclarations des autorités pointant la responsabilité des «mafias» dans le drame du 24 juin sont infondées et hypocrites. Les tentatives de franchissement des barrières-frontières de Ceuta et Melilla sont, depuis les années 1990, des formes de résistance et d'autodéfense collectives face à un ordre migratoire raciste.

**Les frontières militarisées à des fins anti-migratoires tuent: les massacres racistes des personnes exilées, engendrés par les politiques migratoires des États européens et de leurs\*partenaires, doivent cesser.**

Nous exigeons:

Que soit diligentée une enquête sur le déroulé des événements du 24 juin 2022 et sur les responsabilités des forces de l'ordre espagnoles et marocaines dans la mort de ces personnes pour faire toute la lumière sur les circonstances de ce massacre et les responsabilités liées.

Que soit réalisé un examen médico-légal systématique des corps des victimes et que soit ouverte une enquête en recherche des causes de la mort pour définir les responsabilités afin de garantir l'accès à la justice et à la vérité, pour les personnes décédées et les victimes de coups et blessures dans leur tentative de franchir les frontières.

Le respect et la dignité pour les victimes de la guerre aux migrant·e·s menée par l'UE, et leurs proches, par la prise en charge de l'identification de chaque victime, la recherche et l'information de leur famille, ainsi que le rapatriement des corps en vue de leur inhumation.

L'accès à l'information des sociétés civiles ainsi que des journalistes afin d'assurer le droit de regard de la société civile et une information transparente et indépendante sur les circonstances de ce drame et les responsabilités liées.

La mise en œuvre effective, au nom du principe d'égalité, de la liberté d'aller, de venir et de s'installer pour tou·te·s, indispensable corollaire de la défense des droits des personnes migrantes.

Communiqué Migreurop du 27 juin 2022.

<<https://migreurop.org>>

#### Notes

1. «29 morts aux frontières européennes: L'accord Espagne-Maroc sur l'immigration tuel», Extrait du communiqué de l'Association marocaine des droits humains, Attac Maroc, l'association AMSV, le Collectif des communautés subsahariennes au Maroc et Caminando Fronteras, 25 juin 2022

2. «Cour européenne des droits de l'Homme: l'Espagne et l'Union européenne (UE) pourront faire prévaloir la protection des frontières européennes sur le droit d'asile», Communiqué Migreurop, 21 février 2020.

fréquences FM: Forcalquier/Pertuis 100.7

Apt 92.7-Manosque 105-Digne 95.6-Sisteron 103-

Briançon 101.4-Embrun 100.9-Gap 106.3-Aix en

Provence 88.1-Marseille et alentours, sur poste DAB+

Zinzine- site ueb: <[www.radiozinzine.org](http://www.radiozinzine.org)>

# Contre les nouveaux OGM

**Dans les mois qui viennent la Commission européenne risque d'exclure les nouveaux OGM des réglementations existantes qui nous ont protégés des OGM depuis 20 ans. C'est pourquoi plusieurs dizaines d'associations européennes ont décidé de s'unir pour interpeller leur gouvernement respectif et le Parlement européen. Avec comme objectif d'agir rapidement pour préserver notre environnement, notre agriculture et notre santé. Militant à OGM Dangers, Olivier Leduc nous explique les enjeux de cette lutte.**

*Où en est-on dans la législation des OGM?*

La définition légale des Organismes Génétiquement Modifiés (OGM) est qu'ils sont des «organismes dont le matériel génétique a été modifié d'une manière qui ne s'effectue pas naturellement». En gros, il s'agit soit de plantes qui secrètent un insecticide, soit qui tolèrent un herbicide en le stockant sans en mourir. Donc avec les OGM, le menu est constitué d'insecticide ou d'herbicide... ou des deux!

Le débat sur les risques sanitaires nous enfermerait dans un débat de biologie moléculaire. Or d'autres enjeux des OGM sont plus importants et évidents: la perte d'autonomie des paysans, l'habitude à ce que notre alimentation ne puisse être validée par des scientifiques, la perte de biodiversité, l'artificialisation du vivant...

Les OGM transgéniques ont continué de taper à la porte de l'Europe, mais des écologistes, plusieurs gouvernements et des députés européens se sont opposés à ce que la Commission européenne les valide. Du coup plusieurs OGM sont autorisés à la commercialisation en Europe, mais seul un l'est pour la culture. Ce dernier est un maïs tolérant à un herbicide, qui n'est cultivé qu'en Espagne et au Portugal et pour l'alimentation animale. Le maïs doux n'est pas OGM. Les pousses de soja ne sont même pas du soja (mais du *Haricot mungo*). *A fortiori* elles ne sont pas du soja OGM! Mais tout cela résulte des combats des opposants aux OGM. Et cela n'empêche pas que les animaux en mangent dans les tourteaux de soja exportés vers l'Europe.

*Que s'est-il passé plus récemment?*

De nouvelles techniques pour modifier génétiquement des organismes sont apparues (CRISPR-Cas9, TALEN, ZFN...). Nous appelons *nouveaux OGM* les OGM faits par ces techniques. Les industriels et les chercheurs ont tenté

de les faire passer pour de simples plantes mutées. Plusieurs associations françaises (dont OGM dangers) ont fait un procès qui est arrivé jusqu'en Cour de Justice de l'Union européenne (CJUE) qui a définitivement tranché que *les nouveaux OGM sont des OGM et doivent être étiquetés*. Cette victoire a fortement énervé la Commission. Du coup, elle veut redéfinir les OGM pour exclure les nouveaux OGM de toute éva-

luation, d'un étiquetage et d'une surveillance!

Nous nous y opposons et avons fait une pétition européenne qu'on peut signer par le site de Nature et Progrès Belgique ou par le site de Pollinis (en France). Mais aussi, c'est une occasion pour dire à des amis qu'on s'oppose à cacher les OGM.

*La guerre en Ukraine sert-elle de justificatif pour imposer les pseudo solutions des industriels de l'agroalimentaire. (Les nombreux discours autour de famines en Afrique sont-ils exagérés ou en tout cas utilisés par ces industriels et lobbys pour faire avancer leurs pions)?*

Les OGM avaient été promus en affirmant qu'ils aideraient à résoudre la faim dans le monde dans les années 2000. Plus personne n'y croit, mais les industriels retiennent le coup avec les nouveaux OGM qui sont censés aider à nous adapter au dérèglement climatique et la faim dans le monde. Cependant, ils restent dans une logique industrielle et dans la fascination pour des technofix (une technique qui résout tout).

Les arguments sur la guerre en Ukraine sont en partie vrais, mais les conséquences tirées sont fausses. Parce que notre agriculture est dépendante de production extérieure (moins chère), nous avons baissé la production locale. Mais, doit-on cultiver des OGM ou revenir à une agriculture plus autonome? C'est un choix politique et notre opinion est claire: l'agriculture doit faire vivre les citoyens et les paysans sans dépendre de tiers trop lointains. Nous devons relocaliser l'économie et nous recentrer sur les vrais besoins (pas les iPhones).

*Vous travaillez sur le forçage génétique, pouvez-vous nous expliquer en quoi consiste cette technique et quels sont les enjeux pour l'industrie et pour les populations?*

Le forçage génétique est une technique particulière qui utilise la technique CRISPR-Cas9 pour modifier génétiquement des organismes. Ce sont donc bien des OGM. Mais ce qu'il y a de particulier est que cette modification va se propager. Beaucoup? Ici je dois reconnaître qu'un gène d'un OGM conventionnel va se propager dans la nature. Mais pour des raisons de biologie profonde, le transgène (ou le gène modifié) se retrouvera dans seulement une partie de sa descendance. Disons 50%. Avec le forçage génétique, la modification va se reproduire dans 100% de la descendance et non seulement en première génération mais à toutes les générations. Cette modification va donc se propager sans limite et va conquérir toute la population. En théorie cela ne sort pas de l'espèce...

Une première piste consiste à ajouter un gène qui tue les femelles... Il se recopie avec le reste de la modification génétique. Au bout d'un moment il n'y a plus que des mâles (les femelles meurent) et la population disparaît. C'est le premier usage envisagé: éradiquer par exemple les moustiques. Peu de gens aiment les moustiques. Mais qui pourrait avoir le pouvoir de dire quelle espèce doit disparaître? Quelles implications pour les écosystèmes où les larves de moustiques nourrissent des poissons et des batraciens, etc.

L'autre piste serait de mettre un gène qui rend l'espèce plus forte qu'un de ses prédateurs. On voit bien ici l'obsession malade de nos sociétés industrielles de garder des espèces sans se préoccuper des équilibres écosystémiques. Je n'ai rien contre la disparition d'une ou deux espèces et ne veux pas les défendre en les artificialisant. Sauver une espèce sauvage en la rendant entièrement OGM. C'est comme si je disais sauver les animaux sauvages en les domestiquant! C'est en fait tuer le caractère sauvage de la nature et je soutiens que cette irréductibilité nous fascine parce qu'elle recèle notre... liberté en fait.

C'est en fait à tous les assauts contre les écosystèmes qui

Radio Zinzine Info

F - 04300 Limans

Tél.: 09 74 53 46 19

e-mail: info@radiozinzine.org

site: www.radiozinzine.org

Publication hebdomadaire

Com. Paritaire N°0224G87780

ISSN: 1248-2951

Directeur de Publication:

Jean Duflot

Édité et imprimé par l'

Association Radio Zinzine

Déclaration au Parquet: 9 mai 1994

Abonnement:

22 € pour 6 mois

42 € pour 1 an

abonnement de soutien 50€

Chèque à l'ordre de Radio Zinzine

engendrent la sixième extinction des espèces qu'il faudrait s'attaquer. Plutôt que de sauver artificiellement une espèce en la rendant plus forte (quelles conséquences sur ses prédateurs, sur ses proies, etc.?), je préférerais qu'on arrête de saccager des écosystèmes, pour mettre des fermes-usines, ou qu'on saccage des espaces humides source de biodiversité. Eh oui, les marais sont les meilleurs gardiens de la biodiversité!

L'enjeu pour l'industrie est nul. Celui pour les chercheurs (du secteur public) est grand. En effet, il y a beaucoup de prestige pour la recherche car on pourrait envisager de promouvoir les OGM en prétendant sauver les Africains de la malaria grâce à l'éradication des moustiques. De façon moins honnête, il y aurait des applications en agriculture en rendant les plantes qu'on ne veut pas dans nos champs (parfois appelées «mauvaises» herbes) toutes OGM afin de les éradiquer. C'est toujours cet objectif de «se rendre comme maître et possesseur de la nature». Ce qui se profile est bien un monde-laboratoire où tout est artificiel. Je soutiens que les animaux (incluant les humains) seront les prochaines victimes de ce monde devenu fou. En France, les «progressistes» ont voté l'autorisation d'embryons humains transgéniques (non réimplantés) dans la loi de «bioéthique»! Ils sont fous ces «progressistes»! On peut encore signer une pétition contre le forçage génétique: <<https://act.wemove.eu/campaigns/gene-drive-moratoire>>.

*Les débats publics sont actuellement complètement anxiogènes (covid/Ukraine) et étouffent toute problématique socioéconomique, comment peut-on agir compte tenu du peu de visibilité?*

Excellente question. Oui, nous ressentons tous qu'un déluge de menaces s'abat sur nous. Mais ces menaces servent aussi à nous inquiéter et donc à nous jeter dans la fascination pour les technofix, les grandes solutions, les grandes idéologies (comme celle du Progrès) et les États. Déjà la première des victoires contre notre monde industriel et que chacun peut faire, consiste à aimer chaque jour de sa vie regarder la lune, profiter d'une plante qui pousse, apprécier la vie. Les militants voudront faire plus, mais on n'est pas tous des militants. Le plus important est de ne pas être dupe des mensonges des vendeurs de solutions faciles. Certaines forces voudraient nous ôter «le trouble de penser et la peine de vivre» (Tocqueville). Je désespère de nos élites politiques et économiques, mais je vois de gigantesques forces dans le peuple. Le sujet des OGM n'est qu'un des points d'entrée à une critique de nos sociétés industrielles.

Source : <[www.investigacion.net](http://www.investigacion.net)>  
le 13 Juin 2022 (extraits).

Vous en avez pas assez de faire de l'ironie ?!

De l'iro-quoi ?

